

Conclusions de la 14^e réunion des DSMR et de la 1^{re} réunion du CMO

La 14^e session des DSMR s'est tenue au Centre de conférences internationales de Majuro (République des îles Marshall), du 9 au 12 août 2011. Elle a été précédée, le 8 août, d'un atelier des Directeurs des services météorologiques régionaux du Pacifique à l'appui de la planification de l'adaptation au changement climatique dans les îles du Pacifique. La réunion visait à permettre aux participants de bien comprendre ce en quoi consistent le Conseil pour la météorologie dans le Pacifique (rebaptisé depuis « Conseil météorologique océanien » ou CMO), le concept de Partenariat pour le Bureau océanien (rebaptisé depuis « Partenariat pour le Bureau météorologique océanien »), et le Plan d'action stratégique pour le développement de la météorologie dans le Pacifique (2012-2015). Au total, 54 participants ont assisté à la réunion, dont une majorité de directeurs et de représentants des services météorologiques des pays et territoires suivants : Australie, Îles Cook, Fidji, Guam, Kiribati, îles Marshall, États fédérés de Micronésie, États-Unis d'Amérique, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Zélande, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, îles Salomon, Samoa, Samoa américaines, Tonga, Tuvalu et Vanuatu. Étaient également présents des représentants de la NOAA, du NIWA, de l'Institut météorologique finlandais, du PROE, de la CPS, de l'OMM, de la COI-UNESCO, de l'*Institute for Global Environmental Services*, de l'Université de l'Oklahoma, du *Pacific ENSO Applications Climate (PEAC) Centre* (hébergé par l'Université d'Hawaï et l'Université de Guam).

Madame Netatua Pelesikoti, directrice du Programme Avenirs océaniques, s'exprimant au nom du directeur du PROE, a déclaré que les DSMR inauguraient une nouvelle ère dans le domaine de la météorologie dans le Pacifique. Se fondant sur les conclusions de l'évaluation de la Stratégie météorologique régionale (2010), sans oublier les décisions de la 21^e Conférence du PROE, elle a fait valoir qu'au travers du lancement du CMO et de la création du Partenariat pour le Bureau météorologique océanien, la 14^e réunion des DSMR ouvrirait la voie vers un nouveau plan stratégique de développement et de soutien de la météorologie dans la région. Elle a également décrit, dans ses grandes lignes, l'approche que le PROE entendait adopter en matière d'adaptation au changement climatique et de réduction des risques liés aux catastrophes et affirmé combien la contribution des services météorologiques était fondamentale aux efforts déployés dans ce domaine. Le pays hôte fournit une parfaite illustration de la grande vulnérabilité des pays atolls et des petits pays insulaires. Elle a souligné le fait qu'un changement positif était désormais possible et qu'il permettrait d'aider les services météorologiques océaniques à contribuer à la subsistance des populations océaniques qui en ont tant besoin.

Monsieur Ruben Zackhras, ministre conseiller auprès du Président de la République des îles Marshall, a remercié les DSMR d'avoir accepté l'invitation de son pays. Il a souhaité la bienvenue aux participants au nom de son gouvernement, et fait observer que le Pacifique jouait un rôle fondamental dans le système climatique mondial, alors même que les îles de la région sont parmi les plus petites et les plus vulnérables face au changement climatique. Il a souligné l'importance du rôle des services météorologiques dans la fourniture de conseils et d'assistance aux responsables politiques et aux décideurs.

Les DSMR ont élu par acclamation Reginald White, des îles Marshall, à la charge de président de la 14^e réunion des DSMR, et Salesa Kaniaha, de Vanuatu, à celle de vice-président.

Les DSMR

Questions institutionnelles et rapports nationaux

1. sont convenus qu'à l'avenir, le pays hôte des réunions du CMO ne serait plus automatiquement le pays du représentant élu à la vice-présidence, la possibilité étant envisagée de tenir la prochaine réunion consécutivement ou en parallèle avec d'autres forums régionaux pertinents tels que la Table ronde des îles océaniques sur le changement climatique et la Plate-forme du Pacifique pour la gestion des risques de catastrophes ;
2. ont pris acte des progrès accomplis au niveau régional dans la mise en œuvre des décisions et des recommandations de la 13^e réunion des DSMR et salué le soutien fourni par le Secrétariat et les partenaires aux activités nationales et régionales d'appui à la météorologie dans les pays et territoires insulaires océaniques ;
3. se sont félicités des rapports des Directeurs des services météorologiques nationaux pour la richesse de leurs contributions aux connaissances régionales sur les bonnes pratiques, les défis et les axes de coopération future dans la région ;
4. ont accueilli avec satisfaction les contributions très utiles à l'amélioration des services et de l'infrastructure d'observation apportées par les nombreux partenaires régionaux et internationaux en faveur des services météorologiques de la région ;
5. ont relevé que certaines questions soulevées dans les exposés des pays appelaient de plus amples discussions au cours de la réunion, parmi lesquelles les normes de l'OACI relatives aux produits sur la dispersion de substances nucléaires et les mesures de référence servant à leur élaboration, les systèmes d'information spatiale tels que le SIO et le WIGOS, et leur application dans la région. La tenue d'un certain nombre de formations a été annoncée au cours des exposés.
6. Sont convenus que les progrès importants décrits par les directeurs des services météorologiques nationaux constituent des pas encourageants dans la bonne direction, tout en rappelant que de nombreux défis restent à relever. Les capacités et les financements disponibles, notamment, sont des paramètres essentiels du développement et du renforcement des services météorologiques dans la région. Les exposés des directeurs des services météorologiques nationaux livrent des enseignements précieux, au travers, notamment, de l'expérience de ceux qui ont su unir leurs efforts avec d'autres secteurs pour mobiliser davantage de ressources, tels des projets d'adaptation dans les domaines de l'eau et du changement climatique, par exemple, et qui ont encouragé d'autres à suivre la même voie ;
7. Ont reconnu que la restructuration institutionnelle à laquelle ont procédé certains pays avait permis de générer des capacités supplémentaires dans l'ensemble des secteurs, et de renforcer l'efficacité des SMN concernés dans la fourniture de services et dans la coopération avec d'autres secteurs, en particulier la réduction des risques de catastrophes.
8. Ont constaté en outre que, suite aux récents tsunamis qui ont frappé un certain nombre de pays, de nombreux services météorologiques se penchent actuellement sur leur mandat afin d'y inclure ce type d'événements, y compris sur leurs besoins en matière de capacités. Les SMN ont sollicité une aide dans ce sens, notamment sous la forme d'un soutien stratégique et technique.

16^e Congrès de l'OMM

9. Se sont félicités des conclusions du 16^e Congrès de l'Organisation météorologique mondiale et, en particulier, du nouveau Plan stratégique de l'OMM (2012-2015) et du Plan stratégique opérationnel du Conseil régional V (2012-2015) de l'OMM, et ont pris note des progrès accomplis dans la mise en œuvre de ces décisions. L'OMM a sollicité la contribution des directeurs des services météorologiques dans l'exécution régionale des Plans stratégiques. Les participants à la réunion ont approuvé les domaines d'action prioritaires de l'OMM et du Conseil régional V (CR V), convenus au titre des deux Plans, à savoir : le Cadre mondial pour les services climatologiques, les services pour une aviation durable, le renforcement des capacités des pays en développement et des pays les moins avancés (PMA), la mise en œuvre du Système mondial intégré des systèmes d'observation de l'OMM (WIGOS) et du Système d'information de l'OMM (SIO), et la réduction des risques de catastrophes.

10. Ont réaffirmé la nécessité que les délégations nationales qui participeront aux grandes conférences mondiales appelées à débattre de la viabilité à long terme des services météorologiques, telles que les sessions 2011 et 2012 de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et la Conférence Rio + 20, comptent des représentants des services météorologiques nationaux. Leur participation aux préparatifs régionaux en vue de ces réunions a également été suggérée. Les Directeurs des services météorologiques nationaux sont également convenus d'introduire de telles demandes de participation dans le cadre des processus de décision nationaux ;

11. Ont relevé l'importance de mettre en évidence les liens existants entre les stratégies mondiales et régionales pour le renforcement des services météorologiques ;

Plan stratégique pour le développement de la météorologie dans le Pacifique

12. Ont relevé l'existence d'un consensus sur la nécessité de simplifier le plan stratégique afin d'en expliciter la portée, le public visé, les objectifs et les modalités d'application ;

13. Ont relevé l'existence d'un consensus sur la nécessité de donner au plan un caractère générique afin d'en permettre l'usage par d'autres spécialistes que ceux de la météorologie, les responsables politiques et le public dans son ensemble ;

14. Ont également relevé l'existence d'un consensus sur la nécessité que le plan soit piloté par les pays et qu'il reflète les priorités nationales des SMN ;

15. Ont reconnu les liens existants avec d'autres stratégies et cadres régionaux ;

16. Se sont accordés sur la nécessité d'une structure de gouvernance robuste ;

17. Ont pris acte de la proposition consistant à demander au Secrétariat de charger un expert technique de procéder à de nouvelles consultations et de préparer un nouveau projet de plan stratégique prêt pour examen au début de l'année 2012 ;

18. Ont signalé la nécessité d'y inclure des références spécifiques aux priorités nationales en matière de sécheresse.

Feuille de route pour une stratégie régionale intégrée de gestion des risques de catastrophes et d'adaptation et d'atténuation du changement climatique à l'horizon 2015.

19. Ont confirmé leur adhésion à l'idée d'une réunion conjointe entre la Table ronde des îles océaniques sur le changement climatique, les responsables de la gestion des risques de catastrophes et les Directeurs des services météorologiques régionaux en 2013 ;

20. Sont convenus de la nécessité de veiller à la contribution des météorologues au groupe de travail technique sur l'atténuation et l'adaptation au changement climatique et la gestion des risques de catastrophes ;

21. Ont approuvé la feuille de route dans son principe.

Atelier sur les services climatologiques

22. Un exposé a été présenté sur l'atelier consacré aux services météorologiques, tenu le lundi 8 août 2011. Un certain nombre de recommandations, reproduites à l'annexe 2.1 du présent document, ont été soumises à l'examen du CMO, et adoptées par celui-ci.

Réunion RANET sur les télécommunications

23. Un exposé a été présenté sur la réunion RANET sur les communications, tenue le samedi 6 août 2011. Un certain nombre de recommandations, reproduites à l'annexe 2.2 du présent document, ont été soumises à l'examen du CMO et présentées par le président de la réunion, M. Edward Young (NOAA). Ces recommandations ont été adoptées par le CMO.

Projet Océanie-Finlande

24. Ont salué les succès engrangés par le projet et félicité l'Institut météorologique finlandais et le gouvernement de la Finlande pour leur excellente collaboration avec les pays insulaires océaniques et le PROE dans ce cadre. Ils se sont dits favorables à la poursuite du partenariat et ont décidé que le document décrivant la phase suivante du projet PROE-Finlande (par l'entremise de son ministère des Affaires étrangères) serait diffusé auprès des Directeurs des services météorologiques pour examen et commentaires ;

25. Ont relevé que, depuis 2002, les États-Unis financent le poste de coordonnateur du PI-GCOS au sein du PROE ; qu'au lieu de se consacrer à la coordination et à l'avancement du programme PI-GCOS, le coordonnateur a surtout rempli les fonctions du spécialiste en météorologie et climatologie du PROE, un poste non pourvu depuis longtemps mais manifestement nécessaire. Pour preuve, le rôle d'administrateur des DSMR (désormais CMO) est exercé de longue date par le coordonnateur du PI-GCOS. La poursuite de telles activités par le coordonnateur du PI-GCOS risque de continuer à faire obstacle au renforcement effectif et durable des services météorologiques et climatiques dans la région ;

26. Ont souligné l'importance de prendre en compte les coûts récurrents de maintenance pour optimiser la durée de vie de tout nouvel équipement acheté dans le cadre de projets ;

27. Ont fait valoir que le projet pourrait bénéficier des activités menées dans le cadre de RANET ;

28. Sont convenus de la nécessité d'ouvrir le projet à de multiples bailleurs de fonds et ont sollicité le soutien de nouveaux partenaires ;

29. Ont insisté sur la nécessité que le projet tienne compte d'autres projets en cours dans la région, de la taille réduite des SMHN et de leur manque de capacités, et qu'il se fonde sur une approche régionale globale ;

30. Ont signalé que le Partenariat pour le Bureau océanien était un outil important de coordination avec les bailleurs de fonds en vue de renforcer le soutien apporté et de veiller à la viabilité à long terme des projets.

Centre d'alerte aux tsunamis du Pacifique

31. La NOAA a présenté des exposés et les participants ont estimé qu'un certain nombre de questions soulevées méritaient un examen plus poussé, telles que les guides de prévisions, l'exercice *Pacific Wave 2011*, la mise à jour de la liste des correspondants dans les pays, etc.

RANET

32. Un exposé a été présenté sur l'atelier du samedi 6 août 2011 consacré à RANET. Un certain nombre de recommandations, reproduites à l'annexe 2 du présent document, ont été soumises à l'examen des DSMR et adoptées par le CMO.

Prévisions des phénomènes météorologiques graves et projet de démonstration de la réduction des risques de catastrophes

33. Ont pris note de la demande visant à étendre la portée du projet aux tsunamis. Toutefois, ces phénomènes étant pour l'instant exclus de la phase initiale du projet, ils ne seront pas pris en considération. En outre, certains doutes ont été exprimés sur l'efficacité du volet du projet consacré à la réduction des risques de catastrophes et il a été recommandé d'accorder une plus grande attention à l'interaction avec les responsables de la gestion des risques de catastrophes et aux besoins de ces derniers.

COSPPac

34. Se sont félicités de la proposition visant à nommer, sur proposition du CMO, deux représentants des Directeurs des services météorologiques au sein du Comité directeur de l'initiative COSPPac, et ont recommandé que le représentant du Partenariat pour le Bureau océanien fasse également partie du Comité directeur ;

35. Ont demandé que le projet de descriptif de l'initiative COSPPac soit transmis aux Directeurs des services météorologiques, aux partenaires régionaux et aux parties prenantes concernées, avant qu'il ne soit achevé ;

36. Ont signalé la nécessité d'inclure les organisations nationales et régionales en tant que partenaires dans la mise en œuvre d'initiatives de formation dans la région, pour veiller au transfert durable de compétences au-delà de la durée de vie des projets/initiatives.

Programme australien pour la science et l'adaptation au changement climatique dans le Pacifique (PACCSAP)

37. Ont signalé la nécessité d'une interaction entre les initiatives sur le climat et le Partenariat pour le Bureau océanien et d'une coordination avec les autres partenaires concernés dans l'élaboration du PACCSAP.

Les DSMR ont émis les recommandations suivantes :

- a) prier le Secrétariat et les partenaires d'accroître leur soutien en ciblant davantage leurs efforts pour veiller à la mise en œuvre des conclusions et des décisions des DSMR.
- b) inviter le Secrétariat à établir et diffuser un calendrier des manifestations mis à jour régulièrement en coopération avec les organisations partenaires, en particulier l'OMM ; rendre disponibles par courriel et par le biais de sites Web les nouvelles applications et technologies présentées par plusieurs partenaires.
- c) encourager les Directeurs des services météorologiques à participer à d'autres initiatives nationales sur le changement climatique, en particulier celles consacrées à l'adaptation dans les secteurs de l'eau et de la sécurité alimentaire, ainsi qu'à des analyses des ressources disponibles à des fins d'atténuation, afin de mettre leur expertise au service du processus et de tirer parti de ces nouvelles opportunités de financement.
- d) inviter le Secrétariat à fournir des rapports réguliers sur l'évolution des effectifs placés à la disposition du Bureau océanien, pour assurer la visibilité de ses partenariats avec la CPS (et, en particulier, avec sa division SOPAC).
- e) inviter le Secrétariat à effectuer la synthèse des besoins exprimés par les Directeurs des services météorologiques nationaux dans leurs exposés et les documents soumis par les pays et à procéder à sa mise à jour régulière pour information et diffusion.
- f) demander au Secrétariat de l'OMM de préparer un document d'information qui recense les principales réalisations de l'organisation dans la région au cours des 10 dernières années et les retombées positives pour la région. Il a été signalé que la visibilité de l'OMM n'était pas suffisante et que certains partenaires ignorent l'appui qu'elle fournit aux services météorologiques nationaux ; un soutien supplémentaire a été sollicité, notamment de la part du CR V.
- g) inviter le Secrétariat de l'OMM à augmenter les ressources de son bureau sous-régional et fournir des informations claires sur le rôle et les responsabilités du responsable et de l'assistant dont le recrutement a été proposé à la réunion du CR V. Pour donner leur avis et leurs conseils, les DSMR/le CMO doivent être informés des rôles respectifs des secrétariats de l'OMM et du PROE en matière de coordination. Un complément d'information a également été demandé sur la coordination des activités entre l'OMM, son bureau sous-régional et les services météorologiques nationaux ;
- h) inviter le Secrétariat, en consultation avec les DSMR et les partenaires, à définir le mandat du consultant chargé d'affiner et de développer le projet de plan stratégique, par le biais de consultations avec les DSMR, les organisations régionales et les parties prenantes concernées, dans toute la mesure du possible, et à rendre compte des résultats de ce processus au DSMR au début de l'année 2012.
- i) encourager les pays et territoires insulaires océaniques à participer aux activités des groupes de travail de la COI sur le Système d'alerte précoce aux tsunamis. Le Centre d'alerte aux tsunamis du Pacifique a sollicité la contribution et la participation des DSMR aux activités suivantes :
- évaluation de nouveaux produits d'alerte
 - participation à l'exercice PACWAVE, les 9 et 10 novembre, axé sur les phénomènes d'origine locale
 - choix et mise à jour régulière de la liste des correspondants qui recevront les messages d'alerte précoce en cas de tsunami, et d'une méthode de communication et de diffusion qui tienne compte du coût prohibitif de la télécopie et de la nécessité d'un système efficace et économique

j) encourager la poursuite du partenariat entre l'Institut météorologique finlandais, le gouvernement de la Finlande, le PROE et les pays et territoires insulaires océaniques.

k) engager les directeurs météorologiques à faire part de leurs observations sur le lancement d'un nouveau projet par l'Institut météorologique finlandais, et prier le Secrétariat de mettre à disposition les effectifs suffisants pour en assurer l'exécution sans léser les autres programmes, et encourager la participation active des directeurs, des partenaires et de la direction du PROE dans ce sens.

l) consulter les DSMR au cours du processus d'élaboration de nouveaux projets et programmes sur les ressources et les capacités nationales disponibles pour répondre aux besoins des projets, et demander aux partenaires de garder à l'esprit que certains mandats nationaux constituent parfois des obstacles à la pleine participation des pays, et qu'un alignement avec les plans stratégiques et opérationnels nationaux est impératif.

m) confier au Partenariat pour le Bureau océanique un rôle de coordination avec les bailleurs de fonds pour assurer la viabilité à long terme des projets et aider à l'obtention d'un soutien accru au travers du partenariat.

n) faire parvenir des observations au PROE/à la CPS (Division SOPAC) sur la feuille de route relative à la gestion des risques de catastrophes et l'adaptation au changement climatique avant le 31 août 2011.

Le Conseil météorologique océanique

1. La réunion du Conseil météorologique océanique (CMO) s'est tenue le 12 août 2011 et, sur proposition des représentants des Tonga et des États-Unis d'Amérique, Reginald White (République des îles Marshall) et Salesa Kaniaha (Vanuatu) ont été élus président et vice-président, respectivement.

2. Le CMO a approuvé les conclusions de la réunion des DSMR, y compris la résolution et le mandat le concernant.

3. Le CMO a pris acte du processus engagé en vue d'achever le Plan stratégique pour le développement de la météorologie dans le Pacifique.

4. Le CMO est convenu de la nécessité d'une participation active à l'exercice *Pacific Wave 11* et a demandé aux Directeurs des services météorologiques nationaux de faire le nécessaire par l'entremise de leurs correspondants nationaux pour les tsunamis.

5. Le CMO a relevé l'importance du renforcement des capacités dans les pays et de la formation à la préparation aux tsunamis et aux systèmes d'alerte précoce et appelé les partenaires à examiner les demandes qui leur sont adressées dans ces sens par les services météorologiques nationaux.

6. Tous les membres du CMO et plusieurs organismes partenaires ont félicité le président et le vice-président de la manière dont ils ont conduit les débats, exprimé leur gratitude au gouvernement et au peuple de la République des îles Marshall pour leur excellent accueil et leur hospitalité, et remercié le Secrétariat d'avoir organisé la réunion.

7. Le président a adressé ses remerciements aux participants et aux partenaires financiers des DSMR et du CMO, et a déclaré officiellement close la première réunion du CMO.

Annexe 2.1

Rapport de l'atelier des Directeurs des services météorologiques régionaux du Pacifique à l'appui de la planification de l'adaptation au changement climatique dans les îles du Pacifique – Majuro (îles Marshall) – 8 août 2011

La déclaration adoptée à l'issue de la 3^e Conférence mondiale sur le climat tenue en septembre 2009 prescrit la création d'un Cadre mondial pour les services climatologiques dont le but consiste à renforcer la production, l'accessibilité, la fourniture et l'application de services et de prévisions climatologiques à base scientifique. Adopté par le Congrès météorologique mondial organisé à Genève du 31 mai au 3 juin 2011, le Cadre global comporte les éléments suivants :

- Plate-forme d'interface utilisateur
- Système d'information sur les services climatologiques
- Observation et contrôle
- Recherche, modélisation et prévisions
- Renforcement des capacités

De nombreux pays de la région des îles du Pacifique reconnaissent l'importance de fournir des services climatologiques à leurs populations pour parvenir à un développement durable. Forts de ce constat, et dans le droit fil des conclusions de la 3^e Conférence mondiale sur le climat, les Directeurs des services météorologiques régionaux du Pacifique ont tenu un atelier à l'appui de la planification de l'adaptation au changement climatique dans les îles du Pacifique, avec pour thème :

« Cadre mondial pour les services climatologiques : le rôle des services météorologiques nationaux (SMN) des îles du Pacifique et des partenaires de développement dans la mise en œuvre du Cadre mondial pour les services climatologiques en vue de soutenir les programmes d'action nationaux d'adaptation au changement climatique dans le Pacifique »

Le présent rapport, qui sera diffusé avant la réunion des dirigeants de l'APEC (Coopération économique Asie-Pacifique) de novembre 2011, à Hawaï, contient un résumé des conclusions de l'atelier des directeurs des services météorologiques régionaux du Pacifique à l'appui de la planification de l'adaptation au changement climatique dans les îles du Pacifique, tenu à Majuro (République des îles Marshall), le 8 août 2011.

L'atelier visait à évaluer le rôle des SMN des îles du Pacifique et des partenaires de développement dans la mise en œuvre du Cadre mondial pour les services climatologiques ; renforcer leur engagement sur le plan technique et sur le fond dans les efforts régionaux déployés en faveur des services climatologiques et promouvoir l'interaction entre experts et praticiens au niveau technique ; et définir des mécanismes permettant de placer les sciences appliquées et la recherche au service des activités d'adaptation au changement climatique.

Les conclusions de l'atelier se divisent en six grands volets :

- 1) Rôle des SMN des îles du Pacifique dans la mise en œuvre du Cadre mondial pour les services climatologiques ;
- 2) Participation aux activités régionales sur les services climatologiques ;
- 3) Échange des données sur le climat et résolution 40 de l'OMM ;
- 4) Articulation entre l'adaptation au changement climatique et les activités de réduction des risques de catastrophes et de développement durable ;
- 5) Renforcement des capacités des institutions, de l'infrastructure et des ressources humaines ; et
- 6) Portails Web régionaux intégrés sur le climat pour tous les utilisateurs.

1) Rôle des SMN des îles du Pacifique dans la mise en œuvre du Cadre mondial pour les services climatologiques

Les directeurs des SMN et les partenaires de développement sont convenus que les SMN constituaient un lien entre les utilisateurs et les fournisseurs. Les SMN jouent un rôle crucial dans la fourniture de produits et de services climatologiques à ceux qui ont en besoin. L'expérience du Samoa, de Vanuatu et de Kiribati a fourni des exemples de transmission efficace de données climatologiques, d'information et de services, conformes aux différents volets et à la structure du Cadre mondial pour les services climatologiques.

Les constats suivants ont été établis :

- La consultation des communautés est un élément indispensable à la fourniture et à l'adoption de produits et services climatologiques utiles. Un processus d'évaluation continu et durable est nécessaire pour garantir l'utilisation efficace de l'information climatologique dans la prise de décision.
- La coordination entre les SMN et d'autres organismes sectoriels, institutions, comités nationaux sur le changement climatique, et organisations est vitale pour veiller à ce que les données et les informations soient disponibles et adaptées aux besoins des utilisateurs en matière de calendrier, de contenu et de format.
- L'observation et le contrôle à l'appui des services météorologiques sont à la base de l'élaboration de données et d'informations de la qualité requise par les services climatologiques. Les SMN doivent consacrer des ressources spécifiques au contrôle continu et durable des données, à la coordination de la gestion et de la préservation des données. L'adhésion aux normes de l'OMM relatives au recueil et à l'analyse de l'information doit être encouragée dans toute la région afin de veiller à la qualité et la cohérence des données provenant de sources multiples.

Il a, en outre, été constaté que certains pays des îles du Pacifique disposaient de capacités limitées pour assurer la prestation de services climatologiques. Il convient donc de recenser les capacités disponibles dans la région pour définir les besoins de moyens et de soutien afin de placer tous les SMN à un niveau comparable dans la fourniture de services climatologiques utiles. Ces informations pourraient déboucher sur la mise en place, sur la période 2012-2015, de projets au titre de la procédure accélérée prévue dans le Cadre régional pour les services climatologiques.

2) Participation aux activités régionales sur les services climatologiques

Les directeurs des SMN et les partenaires de développement ont recommandé de nouvelles évaluations des structures et fonctions institutionnelles au niveau régional à l'appui des services climatologiques, conformes au Cadre mondial pour les services climatologiques, pour réduire les lacunes et les chevauchements et aligner les activités climatologiques existant dans la région. L'évaluation devrait porter sur les capacités de base au plan géographique, sectoriel et fonctionnel (par ex., observation et gestion des données), indispensables à la fourniture effective de services et produits sur le climat.

Cette recommandation s'inscrit dans le droit fil de la résolution 2 adoptée à la quinzième session du Conseil régional V de l'OMM intitulée « Mise en place de centres climatologiques régionaux » qui préconise une évaluation des fonctions actuelles des CCR présents dans la région, suivie d'une analyse des lacunes.

De bons exemples de collaboration interrégionale, de recherche et de prestation intégrée de services climatologiques au sein d'organismes, d'institutions et d'organisations (y compris les SMN) présentes dans la région, et entre ces derniers, ont été cités. Parmi les activités évoquées, on retiendra, entre autres, PI-GCOS, PI-GOOS, Pacific HYCOS, PI-CPP, APAN, SPSLCMP, PCCSP, PASAP, CLIMRAP, METPI, CliDEsc, PaCIS, PEAC, PICCC, PRIMO, Pacific RISA, et la Table ronde des îles du Pacifique sur les changements climatiques.

3) Échange de données sur le climat et résolution 40 de l'OMM

Les directeurs des SMN ont examiné des questions relatives au partage des données au sein et à l'extérieur de la région en rapport avec le Cadre mondial sur les services climatologiques et nécessaires à la constitution d'une base solide pour la fourniture de produits et services climatologiques dans la région. Les directeurs des SMN ont relevé les aspects suivants :

- Les avantages liés à l'échange de données doivent aussi bénéficier aux SMN ;
- Les données échangées doivent être de grande qualité ;
- Les ressources sont insuffisantes pour répondre aux demandes de données ;
- La propriété intellectuelle des données doit être reconnue et protégée ;
- Les coûts du recueil, de la gestion et de la transmission des données doivent être recouvrés ;
- La souveraineté des données doit être reconnue ;
- Les politiques et législations nationales doivent être prises en compte ;
- Les capacités d'échange de données varient selon les pays de la région ;
- La propriété des données doit être respectée ;
- La capacité de mobiliser des fonds doit être préservée ; et
- La production de revenus grâce à la fourniture de données ne doit pas être compromise.

Les directeurs des SMN ont souligné en particulier la nécessité de réinvestissement au niveau local pour soutenir l'infrastructure et les systèmes de gestion des données. Ils ont également relevé que bien que le protocole d'accord offre un mécanisme concret d'échange de données, il ne constitue pas forcément l'instrument le plus efficace.

Les directeurs des SMN et les partenaires de développement ont recommandé de nouvelles évaluations pour tenter de résoudre les difficultés relevées ci-dessus en matière de partage de l'information.

4) Articulation entre l'adaptation au changement climatique et les activités de réduction des risques de catastrophes et de développement durable

Les directeurs des SMN et les partenaires de développement ont souligné la nécessité d'articuler les activités d'adaptation au changement climatique et les initiatives de réduction des risques de catastrophes et de développement durable. La création de tels liens offre des possibilités de renforcer le contrôle continu et durable des données, la gestion coordonnée des données et la fourniture à long terme de produits et services climatologiques. Ils ont en outre souligné la nécessité de tenir compte des partenariats existants et ceux en cours au sein et à l'extérieur de la région entre les bailleurs de fonds, les organismes et les communautés.

Les directeurs des SMN et les partenaires de développement ont recommandé que les futures réunions des DSMR/du CMO se tiennent conjointement avec celles de la Plate-forme du Pacifique pour la gestion des risques de catastrophes et de la Table ronde des îles du Pacifique sur les changements climatiques.

5) Renforcement des capacités des institutions, de l'infrastructure et des ressources humaines

Les directeurs des SMN et les partenaires de développement ont souligné la nécessité d'appuyer le renforcement systématique des institutions, de l'infrastructure et des ressources humaines afin de fournir des services climatologiques utiles. Ils ont estimé que le renforcement des capacités était nécessaire dans les domaines suivants :

- Sauvegarde, numérisation et gestion coordonnées des données ;
- Matériel d'observation, de contrôle et de communication durable et conforme aux normes de l'OMM, et infrastructure physique correspondante ;

- Personnel et formation supplémentaires pour permettre l'élaboration et la fourniture continues de produits et services locaux ;
- Interaction efficace par le dialogue et au travers d'ateliers avec des représentants du secteur et d'autres utilisateurs pour éclairer les besoins en matière de produits et de services ; et
- Systèmes et outils en ligne et informatiques destinés à faciliter l'accès et l'utilisation des données et des produits.

6) Portails Web régionaux intégrés sur le climat pour tous les utilisateurs

Les directeurs des SMN et les partenaires de développement ont recommandé la coordination de portails Web, de plateformes d'échange d'information, etc., proposant un accès à des informations régionales sur les données, activités, produits et travaux de recherche en rapport avec le climat. Cette coordination a pour but de réduire les chevauchements, de détecter les lacunes, et d'harmoniser la diffusion actuelle et future d'informations issues de projets au sein de la région.

Il a également été précisé que les plateformes en ligne ne devraient pas constituer le seul mécanisme de diffusion de l'information compte tenu de l'accès limité à Internet dans certains pays de la région.

Résolution adoptée sur la base des conclusions de l'atelier des Directeurs des services météorologiques régionaux à l'appui de la planification de l'adaptation au changement climatique dans les îles du Pacifique – Majuro (îles Marshall) – 8 août 2011

14^e réunion des Directeurs des services météorologiques régionaux – Majuro (îles Marshall) – 9-12 août 2011

Reconnaissant que le climat change et que les îles du Pacifique sont parmi les plus vulnérables aux incidences du changement climatique.

Reconnaissant que la prestation de services climatiques est essentielle au développement durable des pays insulaires du Pacifique.

Rappelant que la Déclaration adoptée à l'issue de la 3^e Conférence mondiale sur le climat, tenue en septembre 2009, appelait à la création d'un cadre dont le but consiste à renforcer la production, l'accessibilité, la fourniture et l'application de services et de prévisions climatologiques à base scientifique.

Rappelant en outre que le Cadre mondial pour les services climatologiques a été adopté par le Congrès météorologique mondial organisé à Genève du 31 mai au 3 juin 2011 et qu'il comporte les éléments suivants : la Plateforme d'interface utilisateurs ; le système d'information sur les services climatologiques ; une composante « observation et contrôle » ; une composante « recherche, modélisation et prévision » et une composante « renforcement des capacités ».

Ayant à l'esprit les conclusions de l'« atelier des Directeurs des services météorologiques régionaux à l'appui de la planification de l'adaptation au changement climatique dans les îles du Pacifique » (l'« atelier »), tenu à Majuro (îles Marshall), le 8 août 2011.

Exprimant leurs remerciements et leur gratitude aux agences, organisations et partenaires de développement institutionnels présents dans la région pour leur assistance.

Prient les Directeurs des services météorologiques du CR V d'adopter les conclusions et les recommandations contenues dans le rapport de l'atelier (reproduites ci-après) :

Recommandation 1 :

Les directeurs des SMN et les partenaires de développement ont recommandé de nouvelles évaluations des structures et fonctions institutionnelles au niveau régional à l'appui des services climatologiques, conformes au Cadre mondial pour les services climatologiques, pour réduire les lacunes et les chevauchements et aligner les activités climatologiques existant dans la région. L'évaluation devrait porter sur les capacités de base au plan géographique, sectoriel et fonctionnel (par ex., observation et gestion des données), indispensables à la fourniture de services et produits sur le climat.

Recommandation 2 :

Les directeurs des SMN et les partenaires de développement ont recommandé de nouvelles évaluations pour tenter de résoudre les problèmes constatés dans le partage de données.

Recommandation 3 :

Les directeurs des SMN et les partenaires de développement ont recommandé que les futures réunions des DSMR/du CMO se tiennent conjointement avec celles de la Plate-forme du Pacifique pour la gestion des risques de catastrophes et de la Table ronde des îles du Pacifique sur les changements climatiques.

Recommandation 4 :

Les directeurs des SMN et les partenaires de développement ont recommandé la coordination de portails Web, de plateformes d'échange d'information, etc., proposant un accès à des informations régionales sur les données, activités, produits et travaux de recherche en rapport avec le climat.

Annexe 2.2

Recommandations de la réunion RANET sur les télécommunications

14^e réunion des DSMR, samedi 6 août 2011, Salle de conférence Malele, Marshall Islands Resort.

La réunion RANET sur les télécommunications a eu lieu le 6 août, aux Marshall Islands Resort, et a rassemblé des directeurs des services météorologiques nationaux (SMN), des représentants d'organismes techniques des États-Unis, d'Australie et de Nouvelle-Zélande ainsi que de représentants du CORP et d'autres organisations de la région. La réunion a porté essentiellement sur les télécommunications et les activités de développement entreprises récemment au cours des deux années qui se sont écoulées depuis la réunion précédente tenue en marge de la 13^e réunion des Directeurs des services météorologiques régionaux en 2009. Les activités prévues au cours des deux années à venir dans le cadre de RANET et des télécommunications ont également été abordées. La discussion a porté sur plusieurs aspects des progrès réalisés dans la mise en œuvre de plusieurs projets au cours de l'année passée et sur les travaux à venir. Le présent rapport présente succinctement les principales recommandations soumises à l'examen des DSMR réunis en leur 14^e session. M. Edward Young, Directeur adjoint du Bureau de la NOAA pour la région du Pacifique, a présidé et animé la réunion.

Recommandation 2011-1 Formuler des directives claires et plus formelles concernant les systèmes RANET, en favorisant l'adoption de nouvelles technologies, et l'intégration aux systèmes RANET antérieurs ou actuels de technologies distinctes et novatrices.

Recommandation 2011-2 Explorer de nouvelles voies pour améliorer les réseaux de communication météorologique pour les Bureaux météorologiques.

Recommandation 2011-3 Constituer une équipe spéciale au sein du Groupe de travail du CR V sur l'infrastructure pour évaluer les capacités et formuler des recommandations sur les priorités, et ce dans le cadre du Plan opérationnel du Comité des typhons du CR V de l'OMM.

Recommandation 2011-4 Veiller à ce que le Plan stratégique pour le développement de la météorologie dans les îles du Pacifique reflète les priorités des DSMR, et réfléchir aux modalités d'évolution des systèmes de communication de secours. La stratégie devra aborder les questions relatives aux orientations et aux besoins en matière de connexion aux réseaux régionaux, nationaux et locaux, et viser à réduire les chevauchements entre les programmes, dans la mesure du possible.

Recommandation 2011-5 Assurer une meilleure articulation entre les plans des systèmes régionaux ayant pour vocation de répondre aux besoins nationaux et locaux en matière de communication et les plans nationaux de développement et d'assistance, sur lesquels s'appuient les organismes d'aide pour décider des financements destinés aux priorités nationales. Les pays et territoires insulaires océaniques doivent faire connaître leurs besoins.

Recommandation 2011-6 Effectuer un suivi plus strict des activités destinées à renforcer les capacités face aux tsunamis entre les organismes nationaux chargés des alertes aux tsunamis et les bureaux nationaux de gestion des catastrophes.

Recommandation 2011-7 Charger une équipe restreinte de collaborer avec les directeurs des services météorologiques pour évaluer leurs besoins en matière de formation à l'entretien technique des systèmes de communications qu'ils utilisent, et d'établir un programme adapté aux besoins recensés et aux compétences techniques.

Recommandation 2011-8 Intégrer les communications HF au Plan stratégique pour le renforcement de la météorologie dans les îles du Pacifique.

Recommandation 2011-9 Inviter le PROE à collaborer avec la SOPAC pour évaluer sa capacité de formation technique et de soutien au calibrage des instruments aux services météorologiques, et à faire rapport sur ses conclusions.

Recommandation 2011-10 Assurer la coordination des plans de déploiement de systèmes de réception RapidCast ; les manuels d'instruction doivent parvenir aux intéressés avant le déploiement et les plans de formation sur place doivent être confirmés avec les services météorologiques bénéficiaires.

Recommandation 2011-11 Les participants ont entériné une conclusion essentielle sur les systèmes d'alerte précoce de la 3^e session de la Plate-forme du Pacifique pour la gestion des risques de catastrophes, tenue du 1^{er} au 5 août 2011, à Auckland (Nouvelle-Zélande), qui préconise l'établissement d'un « groupe de travail régional sur les alertes précoces dans le Pacifique » pour coordonner et compléter les activités d'autres groupes de travail et des pays et territoires insulaires océaniques pour contribuer à la mise en place de systèmes d'alerte précoce, tant au niveau régional que national, pour établir des procédures normalisées claires pour les organismes concernés, et pour simplifier et normaliser les messages et les bulletins d'alertes précoces afin de les inclure dans des programmes de formation continue et de sensibilisation du public.

Recommandation 2011-12 Mettre à la disposition des intéressés le projet de calendrier d'installation des systèmes EMWIN et RapidCast pour examen et adoption.

Recommandation 2011-13 Veiller à la disponibilité de produits et de messages d'alerte régionaux et nationaux en cas de tsunamis sur EMWIN, et trouver les ressources nécessaires pour assurer la pérennité du système de remplacement d'EMWIN lorsqu'il aura été redéployé auprès des bureaux nationaux de gestion des catastrophes et mis à jour au sein des services météorologiques.

Recommandation 2011-14 Étudier les besoins de systèmes de type EMWIN hors des services météorologiques nationaux et des bureaux nationaux de gestion des catastrophes, conformément aux plans d'action nationaux.

Recommandation 2011-15 Diffuser à nouveau le formulaire d'enquête de 2010 sur les communications auprès des directeurs des services météorologiques, et inviter ces derniers à renseigner le formulaire, afin de pouvoir utiliser les résultats pour déterminer les priorités nationales et régionales en matière de communications.

Recommandation 2011-16 Consulter les directeurs des services météorologiques pour déterminer les trois nouveaux produits dont l'inclusion dans le système GOES-West leur paraît prioritaire.

Recommandation 2011-17 Engager une démarche de coordination plus large entre le PROE, la Division SOPAC, et la CPS, en exploitant les résultats de l'enquête sur les communications dans le Pacifique et les systèmes d'alerte aux tsunamis et d'atténuation de leurs effets de la SOPAC.

Recommandation 2011-18 Prier les directeurs des services météorologiques de réviser l'actuelle liste de diffusion de Tsunami SMS et d'apporter les rectifications nécessaires en coordination avec le Centre international d'information sur les tsunamis (CIIT) et l'administrateur régional du CIO-UNESCO à Suva (Fidji).

Recommandation 2011-19 Constituer une équipe spéciale chargée d'élaborer des protocoles et des procédures standardisées d'utilisation des terminaux « Chatty Beetles » de RANET par les organismes participants.